

LE TEMPS

Finance Lundi 13 juillet 2009

La City de Londres a repris ses mauvaises habitudes

Par Marc Roche, Londres

La titrisation de l'immobilier et la surenchère salariale reprennent

En bon amateur de musique classique, le ministre britannique des Finances, Alistair Darling, sait qu'on peut jouer plus ou moins vite le même morceau. A la lumière du projet de loi sur la réglementation bancaire, annoncé mercredi 8 juillet, il est évident que ce n'est pas la manière forte qui l'a emporté.

Parmi les mesures, qui n'interviendront qu'en 2010, figurent la création d'un conseil de stabilité financière associant les trois organismes de tutelle (la Banque d'Angleterre, le Trésor et l'Autorité des services financiers), l'amélioration de la protection de l'épargne, le souhait d'un renforcement des provisions de capitaux et de liquidités des banques, ainsi que la mise en place d'un code de pratiques sur les rémunérations. Or, dans la City, les mauvaises habitudes, responsables de la crise, sont de retour.

Tout d'abord, pour réduire le coût de financement du capital, bon nombre de banques ont recours à la titrisation – c'est-à-dire la transformation d'actifs peu liquides en valeurs mobilières facilement négociables. Celle-ci permet de court-circuiter le projet gouvernemental consistant à forcer les banques à détenir plus de capitaux pour faire face aux urgences.

Autre problème, l'inflation salariale est repartie. Après avoir réduit leurs effectifs dans les services administratifs, la recherche et le secteur de la dette, les banques d'affaires recrutent à prix d'or les meilleurs spécialistes des marchés porteurs, comme les fusions-acquisitions, les émissions obligataires, le négoce pour compte propre et les économies émergentes, en particulier la Russie.

Les grands établissements comme Goldman Sachs, Credit Suisse ou JPMorgan gonflent leurs équipes. Nomura et Barclays Cap se développent aussi. Cette reprise soutenue d'une partie de l'activité de la haute finance ne manquera pas d'alimenter l'envolée des primes de fin d'année. La mise au point de montages d'évasion fiscale au profit des stars sape la lutte contre les prises de risque excessives et la culture des bonus à court terme.

La City a la mémoire courte, comme l'atteste le pont d'or fait par la Royal Bank of Scotland, partiellement nationalisée, à son directeur général, Stephen Hester (une rémunération de 9,7 millions de livres, soit 17,1 millions de francs suisses, sur trois ans).

Assurance retrouvée

Autre signe de l'assurance retrouvée du secteur: pour protéger leur marge de manœuvre, les banques britanniques sont réticentes à accepter l'aide de l'Etat. Ainsi, bon nombre de plans gouvernementaux d'assistance ne trouvent pas preneurs. Par ailleurs, les banques partiellement contrôlées par l'Etat, comme le Lloyds Banking Group ou la Royal Bank of Scotland, refusent carrément de se délester des actifs qui leur confèrent une position dominante sur le marché intérieur.

Enfin, le projet du chancelier de l'Echiquier ne souffle mot des lacunes des conseils d'administration des institutions de la City en termes de supervision des dirigeants. Le processus de nomination des

administrateurs extérieurs et l'évaluation de la performance de la direction souffrent toujours du clientélisme, de l'existence de réseaux parallèles et de la passivité des investisseurs institutionnels. D'ailleurs, plusieurs responsables de la tourmente financière ont repris du service. Aux yeux du consultant John Kay, contempteur des dérives de la City, «ce plan minimaliste est le résultat de l'influence indue des puissants lobbies bancaires sur un gouvernement travailliste timoré en fin de mandat».

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA